

LES CODES ESSENTIELS LARCIER

Constitutionnel
2015-2016

Édition mise à jour d'après les textes publiés au *Moniteur belge*
jusqu'au 5 août 2015



Table des matières

CONSTITUTION

17 février 1994. – LA CONSTITUTION coordonnée (<i>Mon. 17 février 1994</i>)	1
7 mai 2010. – DÉCLARATION de révision de la Constitution (<i>Mon. 7 mai 2010</i>)	30

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX

Législation internationale

4 novembre 1950. – CONVENTION de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (<i>Mon. 19 août 1955; Err. Mon. 29 juin 1961</i>)	32
20 mars 1952. – PROTOCOLE additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (<i>Mon. 19 août 1955</i>)	39
31 mars 1953. – CONVENTION sur les droits politiques de la femme (<i>Mon. 2 septembre 1964</i>)	40
16 septembre 1963. – PROTOCOLE n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel à la Convention (<i>Mon. 3 octobre 1970</i>)	40
19 décembre 1966. – PACTE INTERNATIONAL relatif aux droits civils, et politiques (extrait art. 1 ^{er} –28 à 53) (<i>Mon. 6 juillet 1983</i>)	41
19 décembre 1966. – PROTOCOLE facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (<i>Mon. 23 juin 1994</i>)	45
19 décembre 1966. – PACTE INTERNATIONAL relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (<i>Mon. 6 juillet 1983</i>)	46
10 décembre 1984. – CONVENTION contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (<i>Mon. 28 octobre 1999</i>)	49
22 novembre 1984. – PROTOCOLE n° 7 à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, adopté à Strasbourg	54
20 novembre 1989. – CONVENTION relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 20 novembre 1989 (<i>Mon. 5 septembre 1991</i>)	55
3 mai 2002. – PROTOCOLE n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (extrait art. 1 ^{er} –4 à 8) (<i>Mon. 3 novembre 2003</i>)	62

Législation européenne

30 mars 2010. – CHARTE des droits fondamentaux de l'Union européenne (<i>J.O. C 83, 30 mars 2010</i>)	63
---	----

Législation nationale

11 octobre 1916. – ARRÊTÉ-LOI relatif à l'état de guerre et à l'état de siège (<i>Mon. 15-21 octobre 1916</i>)	67
16 juillet 1973. – LOI garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (<i>Mon. 16 octobre 1973</i>)	69
30 juillet 1981. – LOI tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (<i>Mon. 8 août 1981</i>)	72
8 décembre 1992. – LOI relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (<i>Mon. 18 mars 1993</i>)	80
15 février 1993. – LOI créant un Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains (<i>Mon. 19 février 1993</i>)	97
23 mars 1995. – LOI tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale (<i>Mon. 30 mars 1995</i>) ..	98
10 mai 2007. – LOI tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (extrait art. 1 ^{er} –32, 52) (<i>Mon. 30 mai 2007</i>)	99
30 avril 2009. – DÉCRET du Parlement de la Communauté française réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique (<i>Mon. 10 septembre 2009</i>) ...	106
28 février 2013. – CODE de droit économique (extrait art. II.1 ^{er} , II.2, II.3, II.4)	108
19 janvier 2014. – LOI portant assentiment à l'accord de coopération du 12 juin 2013 visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations (<i>Mon. 5 mars 2014</i>)	108

DROIT PUBLIC FÉDÉRAL

18 novembre 1830. – DÉCRET sur l'indépendance du peuple belge	109
22 novembre 1830. – DÉCRET sur la forme du Gouvernement de la Belgique	109
24 novembre 1830. – DÉCRET relatif à l'exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique	109
24 février 1831. – DÉCRET relatif à l'Indépendance du peuple belge et à l'exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique	109

20 juillet 1831. – DÉCRET concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative (<i>Bull. Off. IV, n° 187</i>)	110	27 février 2014. – ACCORD-CADRE entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières (<i>Mon. 19 mai 2014</i>)	256
19 juillet 1945. – LOI tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 93 de la Constitution (<i>Mon. 3 août 1945</i>) ..	110	3 avril 2014. – DÉCRET SPÉCIAL du Parlement de la Communauté française relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (<i>Mon. 25 juin 2014</i>)	259
2 mars 1954. – LOI tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution (<i>Mon. 19 mars 1954</i>)	110	4 avril 2014. – DÉCRET de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (<i>Mon. 25 juin 2014</i>)	264
31 mai 1961. – LOI relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires (<i>Mon. 21 juin 1961</i>)	111	11 avril 2014. – DÉCRET du Parlement wallon relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (<i>Mon. 12 mai 2014</i>)	268
13 juin 1961. – LOI relative à la coordination et à la codification des lois (<i>Mon. 11 juillet 1961</i>)	112		
24 décembre 2002. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>)	112		
27 septembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant des mesures visant à assurer la diffusion et l'accès aux informations contenues dans le <i>Moniteur belge</i> (<i>Mon. 6 octobre 2005</i>)	113		

FÉDÉRALISME

8 août 1980. – LOI SPÉCIALE de réformes institutionnelles (<i>Mon. 15 août 1980</i>)	114	6 août 1931. – LOI établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives (<i>Mon. 14 août 1931</i>)	274
9 août 1980. – LOI ordinaire de réformes institutionnelles (<i>Mon. 15 août 1980</i>)	150	24 mars 1972. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux Secrétaires d'État (<i>Mon. 24 mars 1972</i>)	275
31 décembre 1983. – LOI de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (<i>Mon. 18 janvier 1984</i>)	155	8 juillet 1992. – LOI relative à l'exercice des compétences attribuées par la loi aux Comités ministériels et aux Ministres (<i>Mon. 10 juillet 1992</i>)	276
12 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE relative aux institutions bruxelloises (<i>Mon. 14 janvier 1989; Err. Mon. 16 mars 1989</i>)	170	25 juin 1998. – LOI réglant la responsabilité pénale des Ministres (<i>Mon. 27 juin 1998</i>)	276
16 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE relative au financement des Communautés et des Régions (<i>Mon. 17 janvier 1989, 2^e édition</i>)	191	25 juin 1998. – LOI spéciale réglant la responsabilité pénale des membres des Gouvernements de Communauté ou de Région (<i>Mon. 27 juin 1998</i>)	279
23 janvier 1989. – LOI sur la juridiction visée aux articles 92bis, § 5 et § 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (<i>Mon. 24 janvier 1989</i>)	233	12 juillet 1999. – DÉCRET SPÉCIAL (du Conseil régional wallon) visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement (<i>Mon. 13 juillet 1999</i>) ...	282
16 juillet 1993. – LOI ORDINAIRE visant à achever la structure fédérale de l'État (extrait art. 1 ^{er} -4 <i>locties</i>) (<i>Mon. 20 juillet 1993</i>)	237	13 juillet 1999. – DÉCRET SPÉCIAL (du Conseil de la Communauté française) visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par les lois du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993 (<i>Mon. 17 juillet 1999</i>)	283
16 juillet 1993. – LOI SPÉCIALE visant à achever la structure fédérale de l'État et à compléter la législation électorale relative aux Régions et aux Communautés (<i>Mon. 20 juillet 1993</i>)	252	10 février 2003. – LOI relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques (<i>Mon. 27 février 2003</i>)	283
19 juillet 1993. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (<i>Mon. 10 septembre 1993</i>)	253		
8 mars 1994. – ACCORD de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions, relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes (<i>Mon. 6 mars 1996</i>)	254		

GOUVERNEMENTS (MEMBRES ET FONCTIONNEMENT)

PARLEMENTS

3 juillet 1971. – LOI relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise (<i>Mon. 6 juillet 1971</i>)...	286
15 septembre 1982. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif aux enquêtes parlementaires (<i>Mon. 22 janvier 1983</i>)	287
22 mars 1995. – LOI instaurant des médiateurs fédéraux (<i>Mon. 7 avril 1995</i>)	287
2 mai 1995. – LOI relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine (<i>Mon. 26 juillet 1995</i>)	289
2 mai 1995. – LOI SPÉCIALE relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine (<i>Mon. 26 juillet 1995</i>)	291
5 mai 1999. – LOI relative aux effets de la dissolution de la Chambre des représentants à l'égard des projets et propositions de loi dont les Chambres législatives sont saisies (<i>Mon. 7 mai 1999</i>)	292
19 juillet 2001. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative aux enquêtes parlementaires (<i>Mon. 28 novembre 2001</i>)	292
26 juin 2004. – LOI SPÉCIALE exécutant et complétant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine (<i>Mon. 30 juin 2004</i>)	294
25 avril 2007. – LOI instaurant un comité parlementaire chargé du suivi législatif (<i>Mon. 11 mai 2007</i>)	296
3 février 2011. – ACCORD de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne (<i>Mon. 15 septembre 2011</i>)	297

COMMUNES ET PROVINCES

8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (<i>Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976</i>)	302
8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (<i>Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976</i>)	338
15 octobre 1985. – CHARTE européenne de l'autonomie locale (<i>Mon. 23 septembre 2004</i>)	382
24 juin 1988. – NOUVELLE LOI COMMUNALE – Arrêté de coordination (<i>Mon. 3 septembre 1988, Err. Mon. 8 juin 1990</i>) ratifié par la loi du 26 mai 1989, art. 1 ^{er} (<i>Mon. 30 mai 1989; Err. Mon. 30 août 1989</i>)	385
22 avril 2004. – CODE de la démocratie locale et de la décentralisation (<i>Mon. 12 août 2004; Err. Mon. 22 mars 2005</i>)	453

ÉLECTIONS

12 août 1928. – CODE ÉLECTORAL révisé par la loi du 26 avril 1929 (<i>Mon. 19 août 1928 et 28 avril 1929</i>)	664
4 août 1932. – LOI ÉLECTORALE COMMUNALE (<i>Mon. 12 août 1932</i>)	710

4 août 1932. – CODE électoral communal (<i>Mon. 12 août 1932</i>)	732
23 mars 1989. – LOI relative à l'élection du Parlement européen (<i>Mon. 25 mars 1989</i>)	757
4 juillet 1989. – LOI relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (<i>Mon. 20 juillet 1989</i>)	773
6 juillet 1990. – LOI réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone (<i>Mon. 20 juillet 1990</i>)	786
11 avril 1994. – LOI organisant le vote automatisé (<i>Mon. 20 avril 1994; Err. Mon. 30 avril 1994</i>)	807

JURIDICTIONS

Conseil d'État

23 août 1948. – ARRÊTÉ DU RÉGENT déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État (<i>Mon. 23-24 août 1948; Err. Mon. 8 octobre 1948 et 21 novembre 1948</i>)	818
12 janvier 1973. – LOIS COORDONNÉES sur le Conseil d'État (<i>Mon. 21 mars 1973</i>)	833

Cour constitutionnelle

6 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE sur la Cour constitutionnelle (<i>Mon. 7 janvier 1989</i>)	872
---	-----

Conseil supérieur de la justice

31 janvier 2007. – LOI sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire (extrait art. 1 ^{er} –43, 50) (<i>Mon. 2 février 2007</i>)	891
--	-----

DROIT ADMINISTRATIF

18 juillet 1966. – LOIS COORDONNÉES sur l'emploi des langues en matière administrative (<i>Mon. 2 août 1966</i>)	897
16 juin 1989. – LOI portant diverses réformes institutionnelles (extrait art. 32–39 à 44, 45–46 à 51, 52) (<i>Mon. 17 juin 1989</i>)	914
29 juillet 1991. – LOI relative à la motivation formelle des actes administratifs (<i>Mon. 12 septembre 1991</i>)	915
11 avril 1994. – LOI relative à la publicité de l'administration (<i>Mon. 30 juin 1994</i>)	915
22 décembre 1994. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à la publicité de l'administration (<i>Mon. 31 décembre 1994; Err. Mon. 21 mars 1995</i>)	917
30 mars 1995. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à la publicité de l'administration (<i>Mon. 28 juin 1995</i>)	919

MONARCHIE

27 novembre 2013. – LOI concernant les dotations et les indemnités octroyées à des membres de la Famille royale ainsi que la transparence du financement de la monarchie (*Mon. 30 décembre 2013*)..... 922

27 novembre 2013. – LOI attribuant une dotation annuelle et viagère à Sa Majesté le Roi Albert II (*Mon. 30 décembre 2013*)..... 924

27 novembre 2013. – LOI fixant la Liste civile pour la durée du règne du Roi Philippe (*Mon. 30 décembre 2013*) 924